

LE XVI CONGRES DU P. C. F.

(Voir « La Vérité des Travailleurs » de février et de mars 1961)

par R. MERLIN

II. — LES PERSPECTIVES DE LA LUTTE ANTIGAUILLISTE ET LA « DEMOCRATIE RENOVEE »

Sans doute en ce qui concerne l'analyse du pouvoir gaulliste, il y a de bonnes choses. Le gouvernement actuel est une émanation du pouvoir des monopoles, du grand capital. Belle trouvaille que personne ne contestera !

Mais le document oublie l'essentiel. Il n'analyse pas la signification profonde de l'installation en France d'un régime bonapartiste, émanation directe du grand capital.

Les communistes internationalistes, à plusieurs reprises, ont montré quelle était la signification profonde de la chute de la IV^e République. Pierre Frank a consacré à cette question une bonne partie de la préface qu'il a faite pour la réédition de l'ouvrage de Trotsky « Où va la France? » (1). L'instauration du pouvoir gaulliste consacre la faillite de la démocratie bourgeoise parlementaire. Cette faillite est **définitive**, parce que, précisément, elle est due à l'évolution inéluctable même du capitalisme : concentration toujours plus accentuée, domination de l'économie nationale et internationale par les monopoles. La démocratie bourgeoise parlementaire classique n'est pas adaptée à cette évolution ; elle est le système politique qui correspondait à un stade dépassé du capitalisme rappelant la libre concurrence du XIX^e siècle beaucoup plus que l'impérialisme et les trusts de la deuxième moitié du XX^e siècle.

On ne peut retourner en arrière ; l'évolution du capitalisme est irréversible. A la démocratie bourgeoise parlementaire, ne peuvent que succéder soit des « Etats forts » capitalistes, sans base parlementaire, soit un pouvoir ou-

(1) Léon Trotsky, « Ecrits » (tome II).

TRIBUNE DE DISCUSSION ?

La « tribune de discussion » pour la préparation du 16^e Congrès du P.C.F., ouverte dans les colonnes de « l'Humanité » n'est absolument pas fermée à Servin et Casanova, ni à tout autre opposant à la politique de Thorez.

Au contraire, ceux-ci sont cordialement invités à faire leur autocritique, à se couvrir de boue et à faire acte de contrition.

vrier construisant le socialisme. Telle est la situation objective. Lorsque les gaullistes s'affairent, en silence d'ailleurs, pour mettre au point un régime présidentiel, ils ne font que traduire dans le domaine politique les grandes tendances irréversibles de l'économie française, et dresser le constat de la faillite de la démocratie bourgeoise.

On comprend que les grands vaincus de juin 1958, le Parti radical, le M.R.P. et le P.S., qui jouaient un rôle de premier plan en 1936 et en 1945, ont dans leur programme la restauration et la rénovation de la démocratie (eh ! oui, le M.R.P. emploie les mêmes termes que Maurice Thorez). Le Parti radical, le M.R.P. et le P.S. sont des Partis de la démocratie bourgeoise classique périmée, et, à ce titre bien sûr, les inévitables grands nostalgiques de la IV^e République.

On comprendrait moins que le P.C.F., qui se réclame du Socialisme, soit attaché aux mêmes vieilleries.

On nous objectera que la « démocratie renouée » des thèses du XV^e Congrès et du projet de Résolution du XVI^e n'est pas la démocratie pour laquelle luttent le M.R.P. et autres.

(Suite page 8.)

LA CRISE DU P. C. F.

beaucoup de militants se taisent non seulement « depuis le XX^e Congrès en Union Soviétique, mais aussi depuis le vote des pouvoirs spéciaux en France ». Ainsi, dans ce débat « La Voie communiste » se trouve en-deça des positions souvent défendues dans cet organe. Nous verrons plus loin ce qu'il faut en penser.

Pour « Unir », c'est beaucoup plus sur la lutte contre le culte de la personnalité de Thorez, contre le régime antidémocratique, que sur des problèmes politiques généraux que portent les articles. On s'y contente de mentionner la politique de « compromis », le « légalisme » de cette politique thorézienne. On y promet un article sur la question du Mouvement de la Paix, qui est une de celle qui préoccupe considérablement les militants du P.C.F. Toutefois, ce qui présente dans le dernier numéro de « Unir » un intérêt particulier, c'est que les rédacteurs de cet organe estiment que la crise dans le P.C.F. a pris une telle ampleur que l'action contre la direction doit passer du stade de la « clandestinité » à celui de la « semi-clandestinité ». Sans aucun doute, cela traduit de leur part une appréciation de l'ampleur de la crise dans l'appareil du Parti bien plus grande qu'à la base de celui-ci.

En résumé, si on examine les positions prises par les divers opposants, on doit conclure que leur souci principal a été de coller à la crise, de se mettre au niveau où elle se

révèle dans le P.C.F. — c'est un souci fort louable — et non de mettre en avant les positions auxquelles ils étaient arrivés. Mais, comme d'une part le niveau au sein du Parti, y compris de ses organismes les plus politiques, est extrêmement bas et que la confusion qui y sévit est extrême, et comme d'autre part ces opposants ne savent pas passer de ce point de départ à des vues plus générales, il y a chez eux, pour le moment une sorte de piétinement, de stagnation, peu propre à aider les militants communistes à se dégager du fatras dans lequel ils se trouvent plongés par la « discussion » que mène la direction Thorez. Nous ne saurions trop insister que, si, dans le sein du P.C.F., il faut coller à la discussion telle qu'elle se mène, d'une façon variable d'une cellule à l'autre, d'une section à l'autre, les organes qui s'adressent aux militants qui cherchent des explications et des idées politiques générales doivent par contre aborder les grands problèmes (2) sans lesquels il est impossible de comprendre sérieusement la crise du P.C.F. sous ses formes présentes.

(2) Entre autre : Problème de la coexistence pacifique et stratégie des partis communistes dans le monde, différend Sino-Soviétique, rapports des P.C. et de la révolution coloniale.